



PSI

World News

Octobre 2004

L'équité salariale, ça marche !



Les 7 et 8 octobre, plus de 100 militants prônant l'équité salariale, parmi lesquels des représentants syndicaux des services publics et de l'enseignement de toute l'Europe, se sont réunis au siège du BIT dans le cadre de la conférence ISP / FSESP / IE traitant des stratégies de promotion de l'équité salariale. Le Dr. Jane Pillinger y a présenté une enquête relative à la situation actuelle en Europe. Citons, parmi les intervenants, Mie de Vits,

membre du Groupe Socialiste du Parlement Européen et ex-Secrétaire Général de la fédération syndicale belge FGTB, ainsi que le professeur Marie-Thérèse Chicha, membre du Groupe de Travail sur l'Equité Salariale du Gouvernement Fédéral canadien. Le communiqué final ainsi qu'un condensé des résultats de l'enquête sont disponibles sur le site Web de l'ISP, à l'adresse www.world-psi.org . Cette enquête constitue en fait un outil de lobbying destiné à inciter les gouvernements, les employeurs et les syndicats à s'engager en faveur de l'application de l'équité salariale. Elle sera également utilisée pour faire pression sur les membres du Conseil d'Administration de l'OIT lors de sa prochaine réunion de novembre, de façon à disposer des ressources nécessaires pour appliquer la résolution prise lors de la Conférence 2004 de l'OIT sur l'égalité hommes-femmes, l'équité salariale et la protection de la maternité.

Le code déontologique 'Stress au Travail' a été approuvé



Un pacte destiné à lutter contre le stress au travail a été signé ce mois-ci par des employeurs et des syndicats européens. Ce code déontologique librement consenti a pour but de sensibiliser et d'inciter les entreprises à engager des actions en vue de réduire le stress - ou d'en prévenir les causes. "C'est à l'employeur qu'il appartient de déterminer les mesures appropriées", affirme le document. "Ces mesures seront appliquées grâce à la participation et à la collaboration des travailleurs et/ou de leurs représentants". Ces mesures pourraient notamment prévoir une clarification des objectifs de l'entreprise et du rôle de chaque travailleur ou encore œuvrer en faveur d'une amélioration de la gestion des individus et des équipes et de l'organisation globale du travail.

Corée : le KGEU confronté à des attaques permanentes

La police a chargé et arrêté des affiliés syndicaux lors d'un meeting organisé par le Syndicat des Employés des Services Publics Coréens (KGEU). Ce meeting avait pour but de s'opposer à un projet de loi qui, en cas d'approbation, restreindrait concrètement le droit de négocier des conventions collectives et de mener des actions collectives. Le Ministre des Affaires Gouvernementales a en effet édicté des directives visant à interdire la collecte des cotisations syndicales et des fonds de solidarité du KGEU, et menace par ailleurs de prendre des sanctions financières à l'encontre des autorités locales qui engageraient des négociations en vue de la conclusion de conventions collectives avec le KGEU. L'ISP a protesté auprès du gouvernement coréen et a appelé au retrait du projet de loi concerné.

Uruguay : référendum sur les services d'approvisionnement en eau



Le peuple uruguayen élira son président national le 31 octobre. Grâce à l'action des syndicats, des ONG et des militants, les Uruguayens se prononceront également sur une réforme constitutionnelle visant à empêcher la privatisation de leurs systèmes de distribution d'eau et à garantir un accès universel et une participation des citoyens à la gestion de leurs ressources en eau. Le syndicat uruguayen du secteur de l'eau (FFOSE) a mis au point une stratégie destinée à imposer ce référendum constitutionnel. Il a donc identifié les groupes susceptibles de lui venir en aide au niveau national et a rallié le mouvement international -actuellement en pleine expansion - de lutte contre la privatisation et la commercialisation de l'eau. La première étape consistait à rassembler les signatures de 10% de l'électorat national, un objectif atteint en 2003. Le comité national est désormais en pleine campagne : il a rassemblé les fonds destinés à payer les 10 millions d'urnes qui seront utilisées lors de ce scrutin, et s'est engagé dans une vaste campagne de sensibilisation à travers tout le pays, en recourant notamment à de la publicité commerciale pour convaincre les électeurs. Nous marquons notre

solidarité avec le peuple uruguayen car une victoire constituerait un précédent important dans le cadre de la campagne globale visant à garantir le droit de chaque homme à disposer d'eau et à empêcher la commercialisation de ce service public essentiel. Voir à ce propos

<http://www.geocities.com/comisiondelagua/>

Aidez-nous à supprimer le lien existant entre aide au développement et privatisation

Cela fait maintenant des années que le gouvernement du Royaume-Uni encourage la privatisation des services publics en tant que condition fondamentale de son programme d'aide au développement de pays étrangers. Un récent rapport gouvernemental souligne pourtant le fait que certaines privatisations "ont eu pour effet de détériorer le niveau de service dont bénéficient les pauvres". On a également beaucoup parlé des millions de livres sterling qui ont abouti dans la poche de consultants favorables à la privatisation (voir l'article ci-dessous). Le gouvernement du R-U invite par conséquent désormais les membres de la société civile à s'exprimer sur ce sujet. L'ISP appelle ses partisans à répondre à cette invitation - qu'ils soient citoyens du R-U ou non - en proposant des exemples provenant du monde entier et soutenant notre message. Merci d'envoyer vos commentaires par e-mail au gouvernement du Royaume-Uni à l'adresse suivante : conditionality@dfid.gov.uk et ce, avant le 30 novembre 2004, ainsi qu'une copie de ces commentaires à l'ISP (wendy.caird@world-psi.org) et à War on Want (jhilary@waronwant.org).

Qui profite de la pauvreté?



Un récent rapport établi par le groupe d'action britannique contre la pauvreté War on Want, avec le soutien de la filiale PCS de l'ISP, révèle la façon dont certains cabinets d'expertise tels que PricewaterhouseCoopers, KPMG et Deloitte Touche Tomatsu ont systématiquement empêché d'énormes sommes d'argent pour diriger les opérations de privatisation des services liés à la distribution d'eau, aux chemins de fer, à l'électricité et à la poste des pays en voie de développement. Parmi les nombreux exemples, citons ceux de l'Inde, de l'Afrique du Sud, de la Jamaïque, de la Malaisie, de la Corée et de la Chine. Le rapport souligne également le rôle joué par le gouvernement du R-U, affirmant que celui-ci a octroyé à ces cabinets d'expertise des millions de livres sterling provenant du budget d'aide au développement. Parallèlement, selon le journal norvégien *Klassekampen* (18/9/04), Ernst & Young a simultanément mangé à deux, voire trois râteliers, dans le cadre d'un vaste projet de Partenariat Public-Privé (PPP) lancé en Norvège. "Le conflit d'intérêts est évident", déclare Hans Engelberts, Secrétaire Général de l'ISP. Pour de plus amples informations, vous pouvez consulter le site: <http://www.waronwant.org/?id=8740>

La Banque Mondiale sous surveillance



Ce mois-ci, une délégation de responsables syndicaux provenant de plus de 40 pays a passé trois jours entiers à tenter de convaincre la Banque Mondiale et le FMI d'arrêter de soutenir la dérégulation unilatérale du marché du travail. James Wolfensohn, le président de la Banque Mondiale, a souligné sa détermination à faire en sorte que la Banque développe et tienne son engagement de respect des normes fondamentales du travail et a affirmé que celle-ci n'appliquerait aucune politique ayant pour effet de réduire l'influence de la main d'œuvre syndiquée. Il a ajouté que la Banque Mondiale avait parcouru beaucoup de chemin depuis le "Consensus de Washington" et qu'elle admettait désormais que la justice sociale constituait une contrepartie essentielle de la croissance économique. Il a par ailleurs reconnu qu'une augmentation sensible de l'aide au développement s'avérait vitale pour atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire. La position du FMI s'est avérée plus doctrinaire, son Managing Director Rodrigo de Rato continuant d'affirmer que les réformes du marché du travail constituaient très souvent un élément indispensable du redressement macro-économique.

Inde : victoire des salariés des services publics

Le gouvernement de l'Etat de Tamil Nadu a accédé à bon nombre des requêtes déposées par la coalition des syndicats officiels des services publics, qui avait lancé des mouvements de grève en juillet 2003 avant d'être confronté au licenciement de plus de 170.000 fonctionnaires et à l'arrestation de 6.000 syndicalistes. L'ISP a lancé un appel en faveur de son membre affilié, le syndicat des fonctionnaires du Tamil Nadu (TNGOU), et après de nombreuses pressions, le gouvernement a finalement accepté "d'adopter une position magnanime". Lors d'une réunion organisée ce mois-ci, il a notamment accepté de restaurer les droits de reconnaissance syndicale; d'abroger l'Acte de Maintien Obligatoire des Services Essentiels de l'Etat du Tamil Nadu et d'assurer le paiement rétroactif des plus de 6.000 fonctionnaires licenciés avant d'être

réintégrés sur décision de la Cour Suprême. Un comité de consultation et de conciliation au niveau de l'Etat a également été mis en place. Tous ces points faisaient partie de la requête déposée par le TNGOU contre le gouvernement, qui sera étudiée lors de la réunion du Comité de l'OIT pour la Liberté d'Association qui se tiendra en novembre. Monsieur G. Surymurthy, président du TNGOU, a remercié l'ISP pour le soutien permanent accordé à la fois par le bureau de l'ISP en Asie du Sud et par sa structure internationale. La prochaine étape consistera, a-t-il ajouté, à négocier certaines améliorations liées aux clauses et aux conditions de travail des salariés des services publics.

Le Forum Social Européen



Ce mois-ci, des syndicats, des groupes de la société civile et des militants se sont réunis à l'occasion du Forum Social Européen. Cet événement s'est déroulé sur trois jours et a rassemblé près de 20.000 personnes provenant de 70 pays, dans le cadre de 500 réunions qui ont permis d'entendre près de 250 intervenants. Des organisateurs de l'ISP ont participé à six séminaires et ont abordé des sujets aussi divers que la qualité des services publics, l'eau et l'énergie. Un compte rendu des différents séminaires est disponible à l'adresse suivante : <http://www.fse-esf.org/en/meetingminutes.shtml>

Le BIT aide les travailleurs migrants

Le BIT vient de lancer un nouveau programme destiné à lutter contre la discrimination à l'emploi qui touche de nombreux travailleurs migrants. Ce nouveau programme a également pour but de trouver des façons d'aider ces travailleurs (dont le nombre s'élève à 27.5 millions rien qu'en Europe) dans leurs efforts d'intégration dans les sociétés où ils travaillent. Le projet, baptisé "Promouvoir l'Egalité dans la Diversité : l'intégration en Europe", est actuellement appliqué en collaboration avec des partenaires tripartites du BIT et bénéficie du soutien financier de l'Union Européenne. Pour de plus amples informations, nous vous renvoyons au site <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2004/44.htm>.

La bataille de la fortification des collectivités

Le Syndicat Canadien de la Fonction Publique (SCFP) vient de lancer une campagne nationale baptisée "Fortifier nos Collectivités". Des délégués et des affiliés syndicaux de tout le pays se sont vus offrir tout un matériel de campagne, y compris des guides de discussion et un kit d'information, composé d'une brochure traitant de la nécessité de préserver les services publics; "Dix raisons de fortifier nos collectivités"; une lettre-pétition prônant des collectivités fortes; des fiches d'information; des informations concernant la façon d'organiser des actions, de faire du lobbying et d'utiliser les médias d'information. Cette campagne a été inaugurée par une "Journée des Collectivités" appelant à une discussion énergique et permanente destinée à rebâtir de fortes collectivités. Les personnes qui souhaitent en apprendre davantage concernant la campagne du SCFP peuvent se rendre sur le site : www.communities.cupe.ca



DES IDEES QUI FONCTIONNENT ARTICLE DE FOND

Etats-Unis : un vote démocratique en faveur des services publics d'approvisionnement en électricité

L'approvisionnement en électricité a commencé dans l'Etat de Washington au 19ème siècle, comme partout ailleurs, grâce à des sociétés privées. Dès 1891, des services municipaux ont commencé à se développer dans les villes et les cités, notamment à Seattle. La population rurale s'est ensuite montrée intéressée par le fait de disposer de la lumière électrique ainsi que de services liés à l'électricité et à l'eau dans le cadre de dispositions similaires et une initiative électorale couvrant l'ensemble de l'Etat, soutenue par des syndicats et d'autres organismes, a rallié près de 61.000 signatures, soit le double du minimum requis. Bien que le Sénat de l'Etat ait refusé de promulguer la loi en 1929, celle-ci a été automatiquement soumise à un vote direct de la population de ce même Etat et a été approuvée dans son ensemble par 152.487 voix contre 130.901, avant d'être convertie en loi en 1931.

Cette loi prévoyait la création de compagnies municipales combinant des éléments de sociétés privées, de coopératives électriques rurales et de services municipaux. Un « district de service à la population » (People's Utility District - PUD) affiche la même structure commerciale de base qu'une société privée, avec un conseil de commissaires disposant des mêmes pouvoirs qu'un conseil d'administration; elle fonctionne en privilégiant l'intérêt public ou en tant que société à but non lucratif, tout en appliquant les méthodes de financement public bon marché d'un organe municipal et en intégrant le principe de couverture territoriale d'un service d'utilité publique, comme le faisaient et le prônaient les coopératives rurales de distribution électrique. La loi ne rend pas ce système obligatoire : elle permet simplement de créer des PUD à l'initiative de la population concernée.

L'Etat de Washington compte aujourd'hui 28 PUD proposant des services liés à l'électricité, à l'eau et/ou au réseau d'égouts. La majorité de la population de Washington, soit plus de 60%, est desservie par des PUD (28%), des services municipaux (21%) ainsi que par des coopératives et des mutuelles (5%).

Un système similaire a été adopté par l'Etat voisin de l'Oregon dont la législature a voté un amendement à la Constitution de l'Etat de l'Oregon en 1931, de façon à également autoriser la création de PUD. L'Oregon compte actuellement six PUD couvrant globalement 9% des besoins en électricité de l'Etat : quatre ont été créés dans les années '40 et deux autres dans les années '80.

Source : **Les services publics, ça marche ! Informations, aperçus et idées pour notre avenir.**
par D. Hall et ISP 2003. Disponible en 6 langues pour les affiliés de l'ISP.

E-mail : communications@world-psi.org

pssst! Dites-le autour de vous

Nous essayons d'étendre la diffusion par e-mail du PSI World News et de veiller à ce que les gens le reçoivent dans la langue de leur choix. Si vous connaissez quelqu'un susceptible d'être intéressé par notre bulletin, demandez-lui d'envoyer un e-mail à communications@world-psi.org en spécifiant "english"; "français"; "espagnol"; "japanese" ou "russian" dans le champ "Objet".

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS e-mail psi@world-psi.org Tél. +33 (0)4 5040 6464
Fax +33 (0)4 5040 7320 B.P. 9, 01211 FERNEY-VOLTAIRE CEDEX, FRANCE www.world-psi.org